

**20 BATEAUX EN RADE ET 12 AUTRES EN ATTENTE DE QUITTER LE QUAÏ**

# Le port d'Alger bloqué par un conflit syndico-syndical

**Une vingtaine de bateaux en rade et une douzaine d'autres sont dans l'attente de quitter les quais du port et des dizaines de camions en enfilade attendent sur la route de l'ALN le signal pour rentrer à l'intérieur de l'enceinte portuaire. C'est la situation qu'offre le port d'Alger, depuis hier, suite à une grève des pilotes chargés du remorquage (des navires).**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La paralysie que connaît depuis avant-hier le port d'Alger n'est pas la conséquence d'une action syndicale revendicative. Il s'agit d'une conséquence d'une guéguerre syndicalo-syndicale. Les pilotes chargés du remorquage, employés au sein de l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal), contestent l'actuel secrétaire général du syndicat de section, revendiquant ainsi son départ de la tête du conseil syndical. «Les pilotes de la direction remorquage demandent la destitution de leur délégué syndical», a indiqué M. Timizar Abderrahmane, chargé de la

communication à l'Epal, ajoutant que «cette revendication est du ressort de l'union locale de l'UGTA, soit celle d'Alger-Centre, et non pas de l'Epal».

A la suite de cette grève, «l'Epal est prise en otage, ses quelque 3 000 travailleurs sont donc à l'arrêt», relève M. Timizar, qui explique par ailleurs que «le déchargement de 8 navires à quai est bloqué». A cause de ce mouvement de protestation, ce n'est pas moins de 20 navires qui sont en rade d'entrée au port et une douzaine sont dans l'attente de quitter les différents quais. Par ailleurs, et selon des informations, ni l'in-



«Le déchargement de 8 navires à quai est bloqué», selon M. Timizar.

tervention du sous-directeur de l'armement et encore moins le directeur de la capitainerie ne sont arrivés à convaincre les

grévistes de reprendre le travail. Même le P-dg de l'Epal a fait chou blanc. Il faut savoir que chaque jour passé en mer coûte

entre 1 000 et 1 400 euros par navire ! Aux dernières informations, on indique que le ministre des Transports compte se déplacer en personne au port d'Alger pour pouvoir débloquent la situation, et dans le cas échéant, prendre attache avec le secrétaire général de la centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd. Pour rappel, les retards en rade se paient en surestaries.

Cette grève intervient alors que le trafic de marchandises au port d'Alger a enregistré une hausse de 2.831.788 tonnes au 3<sup>e</sup> trimestre 2014, avec un chiffre d'affaires (+8%) de 2,045 milliards de dinars. Le bilan du troisième trimestre 2014 fait également état de l'entrée de 565 navires sur des prévisions de 550 navires, soit un taux de réalisation des objectifs de 98%. **A. B.**

## SECTEUR DES FINANCES

# Les travailleurs menacent de protester

**La Fédération nationale du secteur des finances, affiliée au Snapap, monte au créneau pour exiger de la tutelle l'ouverture d'un dialogue autour des revendications des travailleurs. Dans le cas contraire, la Fédération convoquera son conseil national le mois de février prochain pour décider d'une action.**

La Fédération du secteur des finances lance un appel au dialogue au ministère des Finances. Le conseil national de la Fédération, réuni les 16 et 17 janvier derniers, déplore le mutisme de la tutelle et l'absence de volonté à engager de véritables négociations autour de la plateforme des revendica-

tions des travailleurs. Le syndicat a décidé d'attirer une dernière fois l'attention de la tutelle sur cette situation à travers un courrier avant de recourir à la protestation. «Nous lançons un appel au dialogue pour la prise en charge de nos revendications mais si la tutelle poursuit sa politique de mutisme nous allons tenir un conseil national en février prochain pour décider d'une action de protestation» a déclaré la Fédération dans un communiqué. Cette dernière exige l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires à travers des augmentations de salaires, des primes et des indemnités. La Fédération nationale du secteur des finances, qui annonce son soutien aux mouvements de protes-

tations soulevés dans le Sud contre le gaz de schiste et qui compte tenir un rassemblement pour dénoncer le nouveau code de travail, revendique aussi la révision du statut particulier des trésoriers communaux. Elle demande également la titularisation des contractuels, en bénéficiant d'un effet rétroactif depuis leur période de stage. Selon Mohamed Belabassi, président de la Fédération, une commission a été installée en vue de préparer le congrès de la Fédération nationale du secteur des finances prévu pour le mois de février prochain.

M. Belabassi précise que les différents appels de la Fédération au dialogue sont restés lettre morte jusque-là.

**S. A.**

## REGISTRE DE COMMERCE

# L'insuffisance des inscriptions favorise l'informel, selon l'UGCAA

**Pour l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), le marché informel est la résultante logique du déficit enregistré dans le nombre des registres de commerces.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - A fin 2014, le nombre de registres de commerce ne dépassait pas 1,7 million. Un chiffre que le porte-parole de l'UGCAA, Hadj Tahar Boulénouar qualifie d'«insuffisant». Intervenant hier au forum du quotidien *Chiffre d'Affaires* à Alger, il précise que la norme est d'avoir un nombre de registres de commerce équivalent au dixième de la population. A défaut

d'atteindre cette norme, «le déficit est automatiquement comblé par le commerce informel», dit-il.

Un marché informel qui selon lui, constitue un canal pour la distribution des produits non-conformes et contrefaits. Boulénouar cite ainsi l'exemple des produits pyrotechniques et des pièces détachées automobiles contrefaites souvent importées par des conteneurs. «Le

commerce informel sert aussi à l'écoulement des marchandises de la contrebande et favorise le blanchiment d'argent. D'ailleurs, 70% de ces transactions de blanchiment d'argent se font dans l'informel», souligne-t-il.

Le porte-parole de l'UGCAA évoque également l'existence de «banques informelles». «Certains opérateurs économiques n'hésitent pas à faire appel à des individus pour des prêts de sommes d'argent contre des taux d'intérêt très élevés», déplore-t-il. Selon lui, la devi-

se qui circule dans le réseau informel dépasse les cinq milliards de dollars. «C'est l'équivalent de 50% de la facture d'importation des produits alimentaires en 2014».

Hadj Tahar Boulénouar estime que l'éradication du commerce informel ne relève pas de la mission du ministère du Commerce ni de celle du policier. «Seule l'obligation d'utilisation de chèques et des factures lors des transactions commerciales permettra d'éradiquer l'informel et le blanchiment d'argent», assure-t-il.

**Ry. N.**

## COMMERCE EXTÉRIEUR

# La Chine consolide sa position de 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Algérie

La Chine a consolidé en 2014 sa position de premier fournisseur de l'Algérie, conquise en 2013 au détriment de la France qui avait gardé ce rang pendant un demi-siècle, selon les chiffres officiels publiés mardi par les douanes.

Sur 55,8 milliards de dollars d'importation, la Chine a fourni pour 8,2 milliards de dollars, suivie de la France pour 6,4 milliards de dollars. Viennent ensuite l'Italie (4,983 milliards), l'Espagne (4,982 milliards) l'Allemagne (3 milliards) et les Etats-Unis (2,85 milliards).

Durant la même période, l'Algérie qui peine à diversifier son économie a exporté pour 62,95 milliards de dollars, essentiellement des hydrocarbures qui lui ont rapporté 60,15 milliards de dollars, soit 95,54% des recettes externes.

Les revenus pétroliers s'étaient élevés à 63 milliards de dollars en 2013. Les six principaux clients de l'Algérie en 2014 étaient l'Espagne (9,71 mds USD), l'Italie (8,37 mds USD), la France (6,74 mds USD), la Grande-Bretagne (5,48 mds USD), les Pays-Bas (5,08 mds USD) et les Etats-Unis (4,7 mds USD).

Avec la hausse des importations, l'excédent commercial a baissé de moitié, passant à 4,63 milliards de dollars en 2014, contre 9,94 milliards en 2013.

Le budget 2015 prévoit encore une hausse des importations algériennes, à 65 milliards de dollars, malgré une baisse continue des prix du pétrole depuis juin. Le gouvernement veut mieux contrôler son commerce extérieur, mais l'équation est difficile parce que l'Algérie importe principalement des biens d'équipement et des demi-produits (plus de 30 milliards en 2014) pour faire tourner son économie dépendante des hydrocarbures.